

LE TEMPS

russie Lundi 14 avril 2014

Les chiffres russes ne sont guère favorables à Poutine

Par Sylvie Kauffmann

Les prévisions de croissance passent de 2,5 à 0,5%. Les menaces sur le rouble alimentent le risque d'un contrôle des capitaux

Analyse

La plus mauvaise nouvelle pour Vladimir Poutine, ces derniers jours, n'est venue ni de Kiev, ni de Washington, ni de Bruxelles. Elle est tombée de Moscou, sous la forme anodine d'une déclaration truffée de chiffres, délivrée le 8 avril, par un vice-ministre de l'Economie à la barbe grise, Andreï Klepatch. M. Klepatch est aussi directeur du Département de prévisions macroéconomiques. Ses prévisions, ce jour-là, ont révélé au grand jour le talon d'Achille d'un régime à l'offensive sur le front extérieur.

La Crimée est annexée, des troupes russes restent massées le long de la frontière ukrainienne et des groupes de très virils «touristes» russophones, musclés et masqués, déstabilisent les villes de l'est de l'Ukraine. Puissance nucléaire, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, la Russie demeure un partenaire clé dans le jeu diplomatique sur la Syrie ou l'Iran. Cet activisme, pourtant, contraste spectaculairement avec une économie au point mort, enfermée dans une impasse que les pays émergents connaissent bien. C'est ce que trahissait, derrière les chiffres, le message du vice-ministre Klepatch.

Ce phénomène a un nom: le piège du revenu intermédiaire (en anglais middle-income trap), identifié par un économiste de Berkeley, Barry Eichengreen. Plusieurs de ses travaux, menés ces dernières années avec deux chercheurs asiatiques, Doughyun Park et Kwanho Shin, montrent comment les pays à forte croissance se trouvent soudain bloqués lorsque leur produit intérieur brut (PIB) par habitant atteint soit la tranche de 10 000 à 11 000 dollars par an (environ de 7 000 à 8 000 euros), soit celle de 15 000 à 16 000 dollars par an, et ne parvient plus à décoller de ce plateau, à moins d'entreprendre d'audacieuses réformes.

Certains, telle la Corée du Sud, ont réussi à sortir du piège. La Russie – dont le PIB par habitant a atteint 14 037 dollars en 2012 – est dans la dynamique inverse: elle s'y enfonce.

Le vice-ministre a abaissé les prévisions de croissance du PIB russe pour 2014 de 2,5 à 0,5%. La sortie de capitaux, a-t-il révélé, devrait atteindre 100 milliards de dollars cette année, voire 150 si la crise ukrainienne s'aggrave. M. Klepatch propose donc d'augmenter la dépense publique de 0,5% du PIB et d'utiliser les excédents de revenus pétroliers pour stimuler l'investissement et financer le développement de la Crimée.

Ce revirement n'étonne pas vraiment Sergueï Gouriev. De son bureau niché au quatrième étage d'un bâtiment de Sciences Po, rue des Saints-Pères, à Paris, cet économiste russe passé par le MIT (Massachusetts Institute of Technology) et Princeton observe la manière dont Moscou est en train de «modifier les règles budgétaires fièrement introduites» avec le fonds de réserve, censé protéger

l'économie d'un effondrement des prix du pétrole. «On les modifie parce que Poutine a besoin de dépenser de plus en plus pour tenir les promesses qu'il a faites en 2012», pour son troisième mandat, et «qu'il n'y a plus assez d'argent». Car ces promesses «étaient basées sur un taux de croissance de 5 à 6%».

Sergueï Gouriev, 42 ans, connaît bien la situation: recteur de la Nouvelle Ecole d'économie à Moscou, institution privée qui forme depuis 1992 des économistes réformateurs, il conseillait le gouvernement Medvedev. Jusqu'à ce que, il y a un an, l'atmosphère devienne si tendue à Moscou et les perquisitions policières si pressantes, après qu'il eut déclaré son soutien à Mikhaïl Khodorkovski, qu'il décida de quitter la Russie et de prendre un poste à Paris, où était déjà partie sa femme, universitaire, avec leurs enfants.

Ce devait être une année sabbatique. Loin de s'améliorer, l'atmosphère à Moscou est de plus en plus lourde, et les voix indépendantes de plus en plus bâillonnées. La famille Gouriev vient de mettre son appartement moscovite en location et fait venir ses affaires à Paris.

L'analyse de M. Gouriev rejoint celle du nouveau ministre de l'Economie ukrainien, Pavlo Cheremeta, qui a le même âge, le même profil, et avec lequel il est en contact. «Le pouvoir russe, dictature opportuniste postmoderne, n'a pas vraiment offert de grande idée, il considère qu'il peut gérer le pays comme il le veut et que les gens sont satisfaits parce qu'ils en retirent des bénéfices économiques. Or les bénéfices économiques disparaissent», faute de croissance.

«Il faut donc un nouveau contrat social, mais Poutine a beaucoup de mal à le produire, car il n'a pas d'idéologie.» Il se réfugie alors dans une aventure militariste, s'empare d'un territoire, fait donner la propagande. Ça marche: sa popularité a fait un bond vertigineux.

«Simplement ça ne marchera pas longtemps, prédit Sergueï Gouriev, parce que l'économie va le punir. Tordre les règles budgétaires lui donnera un peu d'oxygène, mais il commence déjà à ressentir la douleur.»

Pour cet économiste, la fuite des capitaux est un signe révélateur des difficultés qui s'amoncellent et, aussi, de l'efficacité des sanctions occidentales. Il souligne que la sortie nette de capitaux de Russie au seul premier trimestre 2014 se monte à 63 milliards de dollars, soit le montant total de 2013. A un moment donné, la banque centrale russe va cesser d'intervenir sur les marchés, et le rouble va se déprécier - ce qu'il fait déjà. Ou bien la banque centrale introduira le contrôle des capitaux, ce qui provoquera l'apparition d'un marché noir, car le rouble ne serait plus convertible.

Dans les deux cas, souligne Sergueï Gouriev, «les gens vont commencer à poser des questions, car si les Russes ne font pas attention au PIB ou au déficit budgétaire, le taux du rouble, en revanche, ils connaissent. Le taux du rouble, et le prix du baril de pétrole». Et ce front-là n'est pas plus encourageant, si l'on en croit les analystes d'Oil-price.net, qui prévoient une évolution du prix du Brent insuffisante pour les ambitions du président Poutine.

Au bout du compte, les ennemis de Vladimir Poutine sont sans doute plus proches de lui qu'il ne le pense. Les classes moyennes, lorsqu'elles prendront conscience que le contrat n'est pas rempli, et les oligarques de son entourage, privés de sortie par les sanctions, pourraient se retourner contre lui. Et confirmer la prédiction du ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, dans Die Welt: «Le moment impérial de la Russie ne sera que cela: un moment.»

